# Voile au-dessus d’un nid de coucous en Iran !

écrit par Christine Tasin | 7 août 2023

Une femme dévoilée dans une rue de Téhéran, le 19 avril 2023. © AFP

Une femme dévoilée dans une rue de Téhéran, le 19 avril 2023. © AFP

**Qui l’eût cru ? La psychiatrie à la rescousse de la**

**dictature…**

Il y a, en 1975, Milos Forman sortait *Vol au-dessus d'un nid de coucous*, avec l'énorme, l'immense, Jack Nicnolson qui a largement contribué à la disparition/interdiction des lobotomies en Hôpital psychiatrique. C'était la brillante adaptation du roman de Ken Kesey sorti en 1962.

**Epoque que l'on croyait disparue à jamais. Mais c'était sans compter les tarés de l'islam, comme les mollahs iraniens**.

Prêts à tout, et notamment à interner (lobotomiser ? ils en sont capables) les femmes qui ont le mauvais goût de refuser le voile… Ils ont eu peur de perdre leur pouvoir, ils ont eu peur de voir les Iraniennes ébranler la dictature musulmane après les émeutes qui ont suivi la mort de Mahsa Amini. Ils ont eu peur et ils ont eu raison, un air de liberté flotte sur Téhéran. Malgré les risques, les coups, la prison, les femmes sont de plus en plus nombreuses à sortir sans voile. (Pendant ce temps des salopes gauchistes, en France, oui je n'ai pas peur des mots parce qu'il n'y en a pas d'autres, militent pour le port du voile des musulmanes)

Pour les dissuader à jamais de recommencer et même d'avoir la velléité de mettre en doute la nécessité du port du voile, les voilà enfermées en HP…

**En Iran, des soins « psychologiques » imposés pour les femmes hostiles au voile obligatoir***e*

*Les autorités judiciaires iraniennes multiplient les condamnations à des « soins psychologiques » pour des femmes ayant refusé de respecter la loi sur le voile obligatoire. Les associations de soignants estiment que la psychiatrie est ainsi détournée par le pouvoir judiciaire. Un aveu de faiblesse pour l'État iranien qui, malgré l'intensification*

*des mesures répressives, ne parvient pas à faire respecter sa loi sur le voile.*

*Symbole de la transgression des Iraniennes contre l'obligation de porter le voile, l'actrice Afsaneh Bayegan est apparue tête nue à plusieurs reprises sur son fil Instagram, et plus récemment lors d'une cérémonie publique.*

*Le pouvoir iranien, qui cherche de nouveaux moyens de contraindre les femmes à couvrir leurs cheveux, n'a pas apprécié. Un tribunal vient de condamner la vedette de 61 ans à deux ans de prison avec sursis, et à l'obligation de se rendre une fois par semaine dans un « centre psychologique » pour « traiter son trouble mental de la personnalité antifamiliale », a annoncé le 19 juillet l'agence Fars.*

[…]

*« La peine prononcée contre cette actrice a valeur d'exemple », explique Azadeh Kian, professeur de sciences politiques à l'université Paris VII Diderot et spécialiste de l'Iran. D'autant qu'Afsaneh Bayegan qui fut l'une des premières vedettes du petit écran et du cinéma iraniens après la Révolution islamique de 1979, est une figure respectée de la télévision iranienne.*

*Le cas d'Afsaneh Bayegan n'est pas isolé. Des juges iraniens ont également diagnostiqué « un trouble de la personnalité antisociale » chez Azadeh Samadi, autre actrice célèbre. Pour avoir porté un chapeau – et non un voile – en public, lors d'un enterrement, l'Iranienne devra elle aussi accepter de suivre une thérapie une fois par semaine dans un « centre psychologique ».*

***Une justice critiquée par les psychiatres iraniens***

*Début juillet, un autre tribunal de Téhéran a condamné une femme pour non-respect du voile à deux mois de prison et à six mois de traitement pour ce que le tribunal a qualifié cette*

*fois de « trouble psychologique contagieux qui entraîne une promiscuité sexuelle ».*

*La multiplication des jugements de cette naturen'a pas tardé à faire réagir le secteur psychiatrique iranien. Dans une lettre ouverte adressée au chef du pouvoir judiciaire Gholam-Hossein Mohseni Ejei le 23 juillet, les présidents de quatre associations de santé mentale ont accusé la justice « d'abuser de la psychiatrie » à d'autres fins. « Le diagnostic des troubles mentaux relève de la compétence d'un psychiatre, pas d'un juge » ont dénoncé ces professionnels de santé.*

*L'inquiétude est d'autant plus grande que les plus jeunes ne sont pas épargnés. Au plus fort des manifestations contre le pouvoir après la mort de Mahsa Amini en octobre 2022, le ministre iranien de l'Éducation Youssef Nouri avait admis que des écoliers arrêtés dans la rue ou dans leur établissement étaient détenus dans des « centres médico-psychologiques » où ils faisaient l'objet d'une « rééducation » afin qu'ils ne deviennent pas « antisociaux ». Une décision critiquée alors par le syndicat des enseignants iraniens qui craignaient que « les centres de rééducation deviennent des camps militaires ».*

***Un aveu d'échec de la part des autorités***

*Pour Azadeh Kian, ce détournement de la psychiatrie « montre avant tout le désarroi du pouvoir ». Ces derniers mois, de plus en plus de femmes continuent d'apparaître tête nue dans la rue en Iran, malgré la pressions des autorités.*

*Lourdes amendes, envoi de SMS si les femmes sont repérées sans le voile au volant, confiscation du véhicule, pression sur leurs employeurs – y compris dans le privé – pour les faire limoger, refus de soins à l'hôpital pour celles qui désobéissent, fermeture des commerces autorisant les femmes dévoilées… Autant de moyens déployés par les autorités pour contraindre les Iraniennes.*

*En juillet, elles n'ont pas hésité à faire fermer temporairement les bureaux de Digikala, l'équivalent iranien d'Amazon, après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une photo sur laquelle des employées figuraient sans le voile au siège de ce géant du commerce en ligne.*

*Quelques jours plus tôt, une femme surprise au volant sans son voile a été condamnée par un tribunal de Varamin, dans la province de Téhéran, à laver les cadavres pendant un mois dans une morgue de la capitale.*

> *Une Iranienne est condamnée à laver les morts pendant 1 mois au cimetière de Téhéran pour avoir refusé de porter le voile obligatoire au volant, selon le verdict de la chambre 401 du tribunal pénal de Varamine. La répression contre les femmes refusant le port du voile obligatoire… pic.twitter.com/MKoDNKSYUQ*
>
> *— lettres de Teheran (@LettresTeheran) July 14, 2023*

*« Ils ont tout essayé [pour empêcher les femmes de se dévoiler] et ça n'a pas fonctionné. Ils sont de plus en plus affaiblis, obligés de prendre des mesures telles que le recours à ces centres psychologiques », poursuit Azadeh Kian.*

*Pour le sociologue Farhad Khosrokhavar, directeur d'études émérite à l'EHESS et auteur de « L'Iran. La jeunesse démocratique contre l'État prédateur », cette tendance révèle une fois de plus « le gouffre entre le pouvoir et la société iranienne, surtout dans sa jeunesse ».*

*« Ce pouvoir, particulièrement dans sa hiérarchie supérieure composées d'octogénaires, a un certain nombre d'idées préconçues et tout à fait arbitraires », poursuit le chercheur. « Il tente d'imposer des normes qui sont totalement désincarnées et qui n'ont plus aucune légitimité aux yeux de cette jeunesse. Il aggrave son discrédit auprès de la société*

*iranienne et devient chaque jour un peu plus illégitime ».*

***Vers une criminalisation des femmes récidivant sans le voile***

*Une fuite en avant qui ne devrait pas s'arranger. À l'approche du premier anniversaire de la mort de Mahsa Aminien septembre, les différents services de l'appareil d'État iranien semblent se lancer dans une « surenchère » pour étouffer toute contestation, observe Azadeh Kian.*

*Un projet de loi présenté fin juillet au Parlement iranien propose d'instaurer des peines encore plus lourdes contre ces femmes qui refusent de se plier à cette injonction. « Si cette loi est votée, elles pourraient perdre leur droits civiques, le droit de travailler, elles seraient privées de tout », déplore la chercheuse. Mais surtout, le texte comprend l'ajout d'un nouveau crime dans la loi iranienne, celui de « promotion du dévoilement », s'inquiètent un certain nombre de juristes. « Cela signifie qu'en cas de récidives, les femmes non voilées seraient considérées comme étant 'en train de propager des slogans contre le voile', auquel cas elles risqueraient même d'être condamnées à la peine capitale », alerte Azadeh Kian.*

https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20230804-en-iran-des-soins-psychologiques-imposés-pour-les-femmes-hostiles-au-voile-obligatoire

**On rappellera en passant que si l'excellent Shah a été chassé d'Iran avec sa très libre et occidentale épouse, c'est que et la France et les USA l'ont voulu et ont fait tout ce qu'il fallait pour que l'Iran retourne aux âges obscurs. Histoire de fiche la zizanie dans le monde musulman et surtout de la fiche dans les provinces musulmanes de l'URSS et de provoquer la destruction d'icelle… L'article ci-dessous insiste également sur le rôle des important des journaleux français, déjà… Moi, je dis ça, je dis rien.**..

D'aucuns disent que l'Occident a joué avec le feu. Mais ni

Carter ni Giscard ne pouvaient pas ne pas savoir ce qui allait se passer. Au nom du dogme « plutôt les islamistes que les communistes », ils ont abandonné le Shah. 54 ans après on a et les islamistes et les gauchistes/communistes/écologistes/trotskystes à la manoeuvre avec les mondialistes, en France comme aux USA.

*Dès janvier 1979, Carter, Schmidt, Callaghan et Giscard d'Estaing conviennent de lâcher le chah d'Iran et de soutenir l'accession au pouvoir de l'ayatollah Khomeyni, fidèles à la nouvelle doctrine américaine : plutôt les islamistes que les communistes. Décryptage.*

*En apparence, c'est une réunion de plus entre grandes puissances. Mais en coulisses se joue ici l'avenir de l'Iran et de celui qui dirige le pays depuis 1953. Les 5, 6 et 7 janvier 1979, le président de la République Valéry Giscard d'Estaing, le président américain Jimmy Carter, le Premier ministre britannique James Callaghan et le chancelier allemand Helmut Schmidt sont à la Guadeloupe pour régler le sort du monarque. « Carter nous a annoncé sans ambages que les Etats-Unis avaient décidé de retirer leur soutien au régime du chah », raconte VGE dans ses mémoires (Le Pouvoir et la Vie, éd. Compagnie 12, 2006). Une version contestée par Carter. Dans ses propres souvenirs, l'Américain prétend que la décision est venue des trois autres qui ne voulaient plus de ce despote…*

**La révolution est en marche**

*Une chose est sûre : c'est au cours de ces journées que Mohammad Reza Pahlavi perd définitivement son statut d'allié choyé. Si les atteintes répétées aux droits de l'homme ont rendu le dictateur de moins en moins fréquentable, il est surtout empêtré depuis septembre 1978 dans une crise de régime sans issue.*

*Chaque jour ou presque, par dizaines de milliers, des opposants descendent dans les rues pour exiger son départ. Ces*

*manifestations, qui tournent régulièrement à l'émeute, sont ponctuées d'affrontements meurtriers avec la police. La révolution islamique d'Iran est en marche et les heures du «roi des rois» sont comptées. Raoul Delaye, l'ambassadeur de France à Téhéran, n'en doute pas. Dans l'un de ses télégrammes à Paris, il écrit : «Le chah ne parvient pas à se faire obéir de ses jardiniers.» Tout est dit ! Fin décembre 1978, VGE veut en avoir le cœur net. Il envoie son fidèle Michel Poniatowski sur place. A son retour, l'ex-ministre de l'Intérieur décrit un pays en plein chaos. Il glisse à VGE : «C'est foutu.»*

*Il est temps de remplacer le chah. Par qui ? Bien avant le sommet de la Guadeloupe, les Etats-Unis, qui officiellement soutiennent le dictateur, sont à la manœuvre. Ils ont identifié leur candidat : l'ayatollah Ruhollah Khomeyni. «Les Américains veulent à tout prix éviter que le parti communiste iranien prenne le pouvoir. Ce qui offrirait à l'URSS l'accès maritime sur l'océan Indien et une position privilégiée pour accéder au pétrole…», décrypte Yvonnick Denoël dans Guerres secrètes au Moyen- Orient (éd. Nouveau Monde, 2019). Washington vient de forger sa nouvelle doctrine : plutôt les islamistes que les communistes ! Le calcul est cynique. C'est du moins ce qu'estiment Pierre et Christian Pahlavi qui, dans le Marécage des ayatollahs (éd. Perrin, 2017), écrivent que les Etats-Unis souhaitent «encourager les mouvements islamistes de manière à générer un chaos régional susceptible de se propager dans les provinces musulmanes de l'Union soviétique et provoquer sa destruction».*

## *L'ayatollah Ruhollah Khomeyni, le remplaçant du chah*

*Nous n'en sommes pas encore là. Pour l'heure, en cette fin d'année 1978, Khomeyni est à Neauphle-le-Château, dans les Yvelines, où il a trouvé refuge début octobre. Le jour de son installation, VGE est en voyage au Brésil. Alexandre de*

*Marenches, patron des services secrets, l'alerte que «l'arrivée de cet encombrant visiteur n'est pas une bonne nouvelle». En quelques semaines, le religieux chiite devient l'idole des médias. Des reporters accourent du monde entier.*

*Inconnu du grand public, le «Guide suprême» enchaîne les interviews : plus de 130 en 112 jours de présence en France ! Le magazine américain Time en fait son homme de l'année et nombre de journalistes jouent les thuriféraires. Parce qu'il fédère derrière lui les différentes oppositions au chah, bien peu jugent nécessaire d'enquêter sur ce personnage. Seul ou presque, Patrick Wajsman exprime de sérieuses réserves dans les colonnes du Figaro. «Le séjour court mais très sensible de l'imam Khomeyni et le rôle très favorable des médias français dans les échos aux idées du Guide furent déterminants dans la victoire de la révolution», estime ainsi Safoura Tork Ladani dans L'Histoire des relations entre la France et l'Iran (éd. L'Harmattan, 2018). Le monde politique hexagonal est, lui aussi, presque unanime.*

*Si une poignée de gaullistes et de communistes sont très circonspects, les socialistes soutiennent ouvertement Khomeyni. Jusqu'à François Mitterrand qui a failli le rencontrer. Quant aux intellectuels les plus brillants du pays, ils sont comme envoûtés par ce religieux aux allures de vieux sage qui reçoit sous un pommier. Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir ou Roger Garaudy ne tarissent pas d'éloges. Le philosophe Michel Foucault est, lui, subjugué par «un saint homme exilé à Paris».*

*Le 16 janvier 1979, le chah quitte enfin l'Iran. Officiellement, pour soigner le cancer dont il souffre. En toute discrétion, Carter a déjà dépêché le général Robert Huyser à Téhéran. Il est chargé de convaincre l'état-major de l'armée, toute dévouée à la monarchie, de ne pas fomenter un coup d'Etat. Mission accomplie ! Les généraux iraniens acceptent de ne pas s'opposer à l'arrivée des islamistes au*

*pouvoir. L'ayatollah Khomeyni peut rentrer triomphalement à Téhéran le 1er février 1979.*

**L'Occident se positionne commercialement au côté de l'Iran**

*Après ce coup de maître, les puissances occidentales espèrent bien toucher les dividendes de leur attitude bienveillante. Au premier rang, les Etats-Unis. L'administration Carter, qui a reconnu le nouveau régime en moins de 48 heures, ne tarde pas à faire des offres commerciales. Elle fait savoir qu'elle est prête à poursuivre les ventes d'armes, de pièces détachées et d'autres biens de consommation…*

*La France n'est pas en reste. Alors que les mollahs rebaptisent l'artère qui dessert l'ambassade de France «avenue Neauphle-le-Château», Paris compte bien profiter de son aura. En jeu, la confirmation de juteux contrats signés du temps du chah : avec Airbus, pour 1 milliard de francs, et avec Thomson, pour 200 millions. Sans compter les promesses faites à la RAPT pour la construction du métro de Téhéran, à Spie-Batignolles pour une ligne de chemin de fer et à Peugeot pour une usine.*

*Les bonnes relations avec le nouveau pouvoir sont, toutefois, de courte durée, et les dividendes escomptés s'envolent rapidement. Fin octobre 1979, l'admission du chah dans un hôpital de New York déclenche la fureur des «étudiants » islamistes. L'ambassade américaine de Téhéran est prise d'assaut, et son personnel retenu en otage. Le contentieux se prolongera 444 jours. Au cours de ces mois-là, la France, qui condamne la répression révolutionnaire, n'est pas épargnée. Les banderoles qui proclamaient en français «Tous les Iraniens remercient la France d'avoir accueilli l'ayatollah Khomeyni» font place à des inscriptions «Mort à la France» tracées sur les murs. La guerre Iran-Irak, au cours de laquelle Paris livre des bombardiers Super-Etendard à Saddam Hussein, déclenche une réaction impitoyable de Téhéran : en 1983, un camion saute devant une caserne française au Liban, tuant 58*

*parachutistes.*

*«Peu à peu, la France devient le petit Satan», résume Thierry Coville, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Un autre dossier va empoisonner les relations : l'arrêt du remboursement par la France d'un prêt de 1 milliard de dollars consenti par le chah. Les conséquences sont sanglantes. Entre 1985 et 1986, une vague d'attentats frappe Paris. «Plusieurs otages français sont enlevés au Liban à l'instigation de Téhéran», rappelle aussi Jean Guisnel dans son Histoire secrète de la Ve République (éd. La Découverte, 2006). La France finira, en 1991, par verser 7 milliards de francs à l'Iran. Quatre décennies après le sommet de la Guadeloupe et le séisme de la révolution, les Occidentaux, et notamment les Américains, n'ont jamais pu normaliser leurs relations avec la république des mollahs.*

*Article paru dans le magazine GEO Histoire de juin 2019 (n°45, Les grandes heures de la Renaissance).*

*https://www.geo.fr/histoire/revolution-iranienne-pourquoi-loccident-a-joue-avec-le-feu-197111*